

une bien plus forte réduction de nos importations, et toute réduction de nos importations en provenance des États-Unis, toute rectification du déficit de notre balance réalisée de cette manière, c'est-à-dire par une réduction des importations, bien plus importante même que la diminution de nos exportations, ne saurait apporter une grande satisfaction, d'autant plus que cette réduction des importations en provenance des États-Unis ne va pas du tout de pair avec un accroissement des importations en provenance du Commonwealth ou d'ailleurs. Au lieu d'être encourageant, ce fléchissement des importations des États-Unis est un des aspects déprimants de la situation commerciale, parce qu'il révèle clairement que notre expansion est ralentie, que nous n'avons plus besoin d'autant de biens de production que les années précédentes pour maintenir l'essor qui caractérisait notre pays au cours de la période de 1945 à 1957.

Un tel fléchissement des importations et des immobilisations des États-Unis peut réconforter ceux qui se préoccupent tellement de la pénétration américaine dans notre économie; toutefois, tant que des biens et des capitaux d'autres sources ne viendront pas contrebalancer ce fléchissement, ce qui ne sera pas facile, ceux qui souhaitent que notre économie reste active et prospère n'y trouveront guère de réconfort. Nous aimerions tous avoir la plus grande maîtrise possible sur notre expansion nationale; toutefois, nous ne voulons pas, du moins dans notre groupe, que ce soit au prix d'un ralentissement. C'est pourquoi la clef de voûte du programme commercial et économique de notre groupe a été,—et, certes, c'est une sage ligne de conduite pour tout gouvernement canadien,—l'expansion fondée sur la plus grande liberté possible du commerce plutôt que sur les restrictions ou la réorientation.

J'aimerais dire maintenant quelques mots à propos de restrictions et de réorientation. Je n'ai pas l'impression qu'il soit sage ni avantageux d'introduire dans notre politique économique le principe de la réorientation de notre commerce étranger, même s'il y a avantage à appliquer le principe de la diversité des échanges qui, lui, est en harmonie avec les théories et les usages expansionnistes. Dire, par exemple, à notre meilleur client que nous allons faire tout ce que nous pouvons pour lui retrancher pour 620 millions de dollars d'affaires, donnant ainsi des armes à ceux d'outre-frontière qui voudraient mettre d'autres obstacles à nos exportations chez eux, cela paraît incompréhensible, à nous du moins. Dire à la Grande-Bretagne que nous désirons l'aider à accroître son commerce avec le Canada,—et nous l'y avons aidée en effet depuis la

seconde guerre mondiale,—voilà qui est raisonnable et de nature à rallier tous les suffrages. Dans cet ordre de choses, notre parti peut être fier de ce qu'il a fait de 1945 à 1957.

Aussi bien rappeler, vu certaines choses qui ont été dites, qu'après la seconde guerre mondiale, le parti libéral qui était alors au pouvoir a mis à la disposition du Royaume-Uni, sous forme de prêts, de crédits ou de dons, une somme de plus de deux milliards de dollars canadiens. Pour favoriser le commerce entre nos deux pays, nous avons établi un comité permanent du commerce et des affaires économiques; son travail était facilité par le conseil du commerce dollar-sterling, établi à cette fin. Si quelqu'un pense que la prochaine conférence économique du Commonwealth, qui se tiendra à Montréal, est une initiative unique de la diplomatie économique du Commonwealth, je signale que les réunions entre premiers ministres et entre ministres des pays du Commonwealth au cours de l'après-guerre, sous notre régime, ont été plus nombreuses que durant n'importe quelle période antérieure de l'histoire du Commonwealth.

Il y a eu notamment la conférence économique de 1952 et sept réunions des ministres des Finances des pays du Commonwealth. Les chiffres indiquent qu'en dépit des difficultés,—elles étaient considérables à l'époque,—on a obtenu des résultats qui ont fort concouru à édifier et à rétablir le commerce entre le Royaume-Uni et le Canada après les bouleversements et la destruction causés par la seconde Grande Guerre; la Grande-Bretagne avait alors bien du mal à obtenir des dollars, mais il lui était reativement facile de vendre des produits dans le bloc sterling, où se trouvaient d'énormes avoirs sterling.

Malgré ces difficultés, les importations en provenance du Royaume-Uni sont passées de 189 millions de dollars en 1947 à 486 millions en 1956 et nos exportations vers le Royaume-Uni, malgré les difficultés que j'ai mentionnées, y compris le faible prix que les producteurs agricoles touchaient sur le marché anglais, ont augmenté durant cette période. Et c'est là le marché que nous étions censés avoir complètement perdu.

Néanmoins, malgré notre succès dans cette voie, nous estimons que nous ne devrions pas avoir pour ligne de conduite de nous concentrer sur l'expansion d'un marché en particulier, mais de tous les marchés, et nous ne favoriserons pas cette ligne de conduite en cherchant uniquement à détourner le commerce d'un marché vers un autre. Voilà pourquoi l'automne dernier, de ce côté-ci de la Chambre, nous avons énergiquement critiqué la proposition visant à détourner vers le Royaume-Uni 15 p. 100 de nos importations